

SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER  
MÉMOIRE PRÉBUDGÉTAIRE FÉDÉRAL 2018

Préparé pour le Comité permanent des finances

Août 2017

La Société canadienne du cancer est ravie d'avoir l'occasion de discuter de ses recommandations avec le Comité permanent des finances.

## À propos de nous

Alimentée par 140 000 bénévoles et un réseau pancanadien d'employés, puis appuyée par des millions de Canadiens, la Société canadienne du cancer (SCC) est le plus gros organisme caritatif national de la santé au Canada.

Au cours de ses 79 ans d'histoire, la Société a été la championne des améliorations et de l'innovation dans les soins de santé. Nous nous efforçons de trouver des façons nouvelles et meilleures de protéger la santé des Canadiens, de réduire les taux de cancer et les ravages de celui-ci dans notre pays. Depuis 1947, la SCC soutient des milliers de chercheurs canadiens, en offrant un financement de plus de 1,4 milliard de dollars pour la recherche sur le cancer. Plus tôt cette année, la Société a été fusionnée avec la Fondation canadienne du cancer du sein pour améliorer l'efficacité et accroître son incidence.

Nous perpéтуons notre tradition et sommes prêts à travailler en partenariat avec le gouvernement du Canada – au nom de tous les Canadiens – à concrétiser les recommandations du présent document.

## Résumé

La Société canadienne du cancer est heureuse de constater que le gouvernement fédéral adopte un programme de santé solide qui comprend un financement ciblant les soins à domicile et les soins palliatifs, une interdiction totale touchant l'amiante, des lois luttant contre le vapotage et l'emballage banalisé pour les produits du tabac, des initiatives pour rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables et accessibles, une nouvelle stratégie en matière de saine alimentation, ainsi que de nouvelles prestations plus souples pour les aidants.

Près de 1 Canadien sur 2 devrait recevoir un diagnostic de cancer au cours de sa vie<sup>1</sup>. Cette statistique qui donne à réfléchir souligne le fait que presque tous les Canadiens seront touchés par la maladie d'une façon ou d'une autre. Cela impose un énorme fardeau aux personnes et aux familles, nuisant au système de soins de santé, aux services, à la participation au marché du travail et à la recherche que soutiennent les organismes de charité luttant contre le cancer. Dans ce contexte, le gouvernement fédéral devrait continuer à mettre en place son programme en santé, en mettant davantage l'accent sur la prévention du cancer et d'autres maladies qui mettent la vie en péril, ainsi que sur l'amélioration de la vie des patients atteints d'un cancer et leurs familles, en comblant les lacunes sur le plan des soins contre le cancer, du soutien, et des services d'information. Selon nous, il est possible d'atteindre cet objectif en assurant une meilleure collaboration entre le gouvernement fédéral et les autres organismes se consacrant à la santé et au bien-être des Canadiens, notamment la Société canadienne du cancer.

---

<sup>1</sup> Comité consultatif des Statistiques canadiennes sur le cancer. 2017. Statistiques canadiennes sur le cancer 2017. Toronto, ON : Société canadienne du cancer, [cancer.ca/Canadian-Cancer-Statistics-2017-FR.pdf](http://cancer.ca/Canadian-Cancer-Statistics-2017-FR.pdf).

Nous demandons au gouvernement fédéral de prendre les mesures suivantes dans le budget de 2018 :

1. Renforcer la **Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme**, qui devrait prendre fin en mars 2018, en augmentant les investissements de manière à ce qu'ils correspondent au moins aux investissements par habitant faits par le gouvernement fédéral américain.
2. S'associer à la **Société canadienne du cancer en versant 10 millions de dollars aux programmes d'information sur le cancer, afin d'accroître les services d'information sur le cancer** offerts chaque année à des milliers de patients atteints d'un cancer et à leurs familles.
3. Prolonger les **prestations de maladie de l'assurance-emploi** jusqu'à 26 semaines, afin de mieux soutenir les Canadiens qui doivent quitter leur emploi pour suivre un traitement pour une maladie mettant la vie en péril, comme le cancer.
4. **Offrir un financement durable à la recherche en santé**, comme l'indique le rapport *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays*.

### **Cancer : un défi de santé économique et pancanadien**

Réaliser efficacement le programme du gouvernement pour la santé est d'une importance cruciale dans la lutte contre le cancer. Principale cause de mortalité du Canada, le cancer correspond à la définition même de problème national de santé. Le risque que cette hausse marquée du nombre de cas de cancer, surtout en raison du vieillissement de la population, accable les familles, les fournisseurs de soins de santé et notre économie est très réel. Le cancer a un impact sur l'économie canadienne, coûtant plus de 4,4 milliards de dollars en soins de santé. C'est également la maladie la plus coûteuse au regard de la perte de productivité par suite de décès précoces<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, nous profitons tous des avancées vitales obtenues après des décennies d'efforts déployés par les chercheurs sur le cancer, les cliniciens, les intervenants et les décideurs. Nous devons nous appuyer sur leurs réalisations, afin que tous les Canadiens puissent bénéficier des progrès constants. Le gouvernement fédéral devra faire preuve d'un leadership constant, afin de mieux prévenir la maladie et de combler les lacunes sur le plan des services et des soins qui touchent les patients atteints d'un cancer et leurs familles.

### **Recommandation 1 : Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme**

**Renforcer la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme (SFLT), qui expirera en mars 2018, en augmentant considérablement son budget annuel de 38 millions de dollars.** En dépit du déclin dramatique du pourcentage des Canadiens qui fument, maintenant à 18 % (2015), la quantité de fumeurs – 5,3 millions au pays – demeure obstinément élevée.

---

<sup>2</sup> Agence de la santé publique du Canada. 2014. Fardeau économique de la maladie au Canada, 2005-2008. Ottawa.

Avec l'arrivée de nouveaux produits et tendances, comme la cigarette électronique, l'utilisation de la pipe à eau, ainsi que la légalisation du cannabis, il existe de nouveaux risques et difficultés. Cela souligne la nécessité d'avoir une stratégie plus robuste. Le tabagisme demeure la principale cause évitable de décès au Canada. Il tue 37 000 Canadiens chaque année et cause environ 30 % des décès attribuables au cancer. Pour empirer les choses, un nombre inacceptablement élevé de jeunes commencent à fumer chaque année. Chaque année, les coûts économiques associés au tabac atteignent 17 milliards de dollars, notamment 4,4 milliards de dollars en coûts directs pour les soins de santé. Chaque fumeur coûte en moyenne 3 842 \$, chaque année, à son employeur en productivité perdue<sup>3</sup>.

La ministre de la Santé, Jane Philpott, a fixé un objectif visant à réduire la prévalence de l'usage du tabac à moins de 5 % d'ici 2035. Le Canada a besoin d'une nouvelle stratégie de lutte contre le tabagisme ambitieuse et à incidence élevée pour atteindre cet objectif. Le déclin des ressources est l'un des facteurs qui nuisent au rôle du gouvernement fédéral dans la lutte antitabac. Lors de sa création en 2001, la SFLT du Canada devait avoir un budget annuel de 110 millions de dollars. Cependant, aujourd'hui, son budget n'est que de 38 millions de dollars à la suite de réductions importantes (2012). Ce montant équivaut à seulement 1,2 % de la somme de 3,2 milliards de dollars recueillie chaque année par le gouvernement fédéral au moyen des taxes sur le tabac.

Le financement par habitant devrait correspondre au moins à celui aux États-Unis. Dans ce pays, les investissements fédéraux annuels par habitant pour la lutte contre le tabagisme se chiffrent à 3,39 \$CA, par rapport à seulement 1,04 \$CA au Canada<sup>4</sup>. En adoptant cette pratique au Canada, on obtiendra une somme de 124 millions de dollars canadiens chaque année.

Avec les bonnes ressources, nous pouvons cibler le tabagisme chez les jeunes, une grande priorité, étant donné que la majorité écrasante des fumeurs débutent au stade de la préadolescence ou de l'adolescence. Un financement accru permettrait aussi de mettre de nouveau sur pied de grandes campagnes de sensibilisation; d'améliorer la recherche, la surveillance et l'application de la loi; d'améliorer la capacité d'élaboration de politiques et de lois; et d'améliorer les programmes de prévention auprès des jeunes, de renoncement au tabac chez les adultes et les populations autochtones. De nouveaux investissements s'ajouteraient aussi à d'autres mesures législatives, comme le souligne l'emballage normalisé et banalisé.

---

<sup>3</sup> Conference Board du Canada. 2013. Briefing 3, Smoking Cessation and the workplace: Benefits of Workplace Programs, [https://www.quitnow.ca/files/QN/files/library/Smoking\\_Cessation\\_and\\_the\\_Workplace\\_Briefing\\_3\\_Benefits\\_of\\_Workplace\\_Programs.pdf](https://www.quitnow.ca/files/QN/files/library/Smoking_Cessation_and_the_Workplace_Briefing_3_Benefits_of_Workplace_Programs.pdf).

<sup>4</sup> Aux États-Unis, le financement fédéral accordé à la lutte antitabac s'élève à 882 millions de dollars par année, ou 2,71 \$US par habitant. Taux de change : 1,25.

## **Recommandation 2 : Donner aux patients atteints d'un cancer l'information et le soutien dont ils ont besoin**

**Il existe énormément de données probantes montrant l'importance de l'information et du soutien pour les personnes ayant reçu un diagnostic de cancer. Cependant, il n'existe aucune façon uniforme d'offrir des renseignements de qualité sur le cancer aux patients. La SCC peut accroître la capacité du réseau de la santé à offrir des soins par le truchement de ses services d'information et de soutien.**

Pour tenter de combler la demande croissante pour des renseignements et du soutien, et améliorer la qualité de vie des patients et de leurs familles, **nous recommandons au gouvernement de fournir une somme de 10 millions de dollars aux programmes de renseignements sur le cancer de la Société canadienne du cancer, afin que les Canadiens aient accès à de l'information et à du soutien individualisés et très réactifs.**

Selon le cadre « Supportive Care Framework for Cancer Care », tous les patients atteints d'un cancer qui sont pris en charge ont besoin de renseignements pertinents au sujet de la maladie, des processus de soins, des symptômes, des procédures, des traitements, des capacités d'adaptation et des services offerts<sup>5</sup>. En 2017, 206 000 Canadiens devraient recevoir un diagnostic de cancer selon les estimations. Environ 30 % de ces patients auront besoin de renseignements et connaissances additionnels, ainsi que des groupes de soutien par les pairs.

La Société canadienne du cancer montre la voie en ce qui concerne la préparation de renseignements sur la prévention et le cancer qui combler les besoins des Canadiens. Ses renseignements sont exacts, crédibles et utiles. Des évaluations réalisées uniformément auprès des Canadiens montrent que cela a un effet positif sur leur expérience pendant leur traitement. Parmi tous les organismes de bienfaisance dans le domaine du cancer au Canada, la Société atteint le plus grand nombre de personnes.

## **Recommandation 3 : Prolonger les prestations de maladie**

Dans le budget de 2017, la SCC et la communauté des patients ont été ravies du fait que le gouvernement fédéral a lancé une nouvelle prestation pour les aidants. **Le moment est venu pour le gouvernement fédéral d'accorder son attention aux patients, en prolongeant les prestations de maladie de l'assurance-emploi jusqu'à un maximum de 26 semaines.**

Lorsque les Canadiens sont aux prises avec un cancer, ils doivent faire face à une épreuve sur le plan de la santé, ainsi que sur le plan financier. Les Canadiens atteints d'un cancer sont souvent préoccupés par la sécurité de leur emploi, et se demandent comment ils vont payer leurs factures. En plus d'observer une réduction de leur revenu, les Canadiens atteints d'un cancer doivent faire face à une hausse de leurs dépenses, comme les médicaments qui

---

<sup>5</sup> Fitch, M. 2008. Supportive care framework. CONJ 18(1) : 6 à 14. Le cadre a été conçu pour servir d'outil réservé aux professionnels des soins en oncologie et aux gestionnaires de programmes, afin qu'ils déterminent le type d'aide dont les patients atteints d'un cancer pourraient avoir besoin.

ne sont pas pleinement payés par le gouvernement ou les régimes d'assurance privés, le coût des déplacements pour les traitements, le stationnement, le coût des soins à domicile et autres.

Selon une étude récemment réalisée par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), « environ 67 % des travailleurs à temps plein souscrivent à une forme ou à une autre d'assurance invalidité privée, par rapport à seulement 23 % des travailleurs à temps partiel<sup>6</sup> ». Cela signifie qu'une proportion élevée de travailleurs canadiens se fient aux programmes publics pour obtenir un revenu s'ils sont malades et doivent s'absenter du travail.

En 2015-2016, 35,7 % des bénéficiaires des prestations de maladie de l'a.-e. ont reçu des prestations pendant la période maximale de 15 semaines pendant laquelle ils y avaient droit<sup>7</sup>. Cela n'est pas surprenant dans le contexte du cancer, puisque la période maximale de 15 semaines est inférieure à la période moyenne de traitement pour de nombreux cancers<sup>8</sup>. C'est pourquoi plusieurs travailleurs sont négligés, faisant face au fardeau financier additionnel associé au cancer.

En raison du prolongement des prestations d'assurance-emploi pour soignants, les aidants qui accompagnent un être cher au cours des derniers mois de sa vie ont accès plus longtemps à des prestations d'a.-e. qu'une personne qui est atteinte d'une maladie aussi grave que le cancer. La SCC demande au gouvernement de combler cette lacune.

#### **Recommandation 4 : Recherche en santé**

**À titre de membre de la Coalition canadienne des organismes de bienfaisance en santé, la Société canadienne du cancer appuie son invitation à faire de la recherche en santé une priorité, en prévoyant un financement durable pour la recherche en santé, comme le mentionne le rapport *Investir dans l'avenir du Canada : Consolider les bases de la recherche au pays*.**

La science de la santé est une pierre angulaire de l'économie du savoir et la clé de la lutte contre le cancer. Les travaux réalisés par des chercheurs dévoués pendant des décennies ont fait en sorte d'améliorer la prévention du cancer, la détection et le traitement. L'incidence sur le taux de survie a été phénoménale. Aujourd'hui, plus de 60 % des Canadiens qui ont un diagnostic de cancer survivront au moins durant cinq ans. Dans les années 1940, la survie était d'environ 25 %.

---

<sup>6</sup> Institut de recherche en politiques publiques. 2015. Leaving Some Behind: What Happens when Workers Get Sick, <http://irpp.org/wp-content/uploads/2015/09/report-2015-09-03.pdf>.

<sup>7</sup> Rapport de contrôle et d'évaluation de l'assurance-emploi pour l'exercice financier commençant le 1<sup>er</sup> avril 2015 et se terminant le 31 mars 2016, chapitre II - 6. Prestations spéciales d'assurance-emploi, <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/assurance-emploi/ae-liste/rapports/contrrole2016/chapitre2/speciales.html>.

<sup>8</sup> Société canadienne du cancer et Réseau canadien de lutte contre le cancer. Répercussions financières du cancer au Canada. Appel à l'action, <http://www.cancer.ca/~media/cancer.ca/MB/get%20involved/take%20action/financial%20hardship%20of%20cancer%20in%20canada/financialhardshipofcancer-MB-FR.pdf>.

Le gouvernement fédéral joue un rôle crucial dans la recherche sur la santé. En plus du financement caritatif pour la recherche en santé – y compris l'investissement annuel de 40 millions de dollars de la Société canadienne du cancer – les chercheurs canadiens dépendent du financement public, dont des investissements majeurs d'Ottawa.

Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) sont le principal organisme fédéral responsable du financement de la recherche en santé au Canada. Cependant, depuis 10 ans, leur budget est demeuré essentiellement le même. Cette situation a été exacerbée par le pouvoir d'achat à la baisse de chaque dollar investi. Dans le budget de 2016, les investissements n'étaient pas suffisamment élevés pour corriger cette situation. Le rapport d'examen du soutien aux sciences, qui exige une hausse du financement aux conseils subventionnaires pour maintenir la compétitivité du Canada sur la scène internationale et pour soutenir l'excellence en recherche, donne une occasion unique au gouvernement de tenir son engagement visant à faire valoir la science.

**Pour nous joindre :**

Kelly Masotti

Directrice, Affaires publiques

613-565-2522, poste 4984

[Kelly.Masotti@cancer.ca](mailto:Kelly.Masotti@cancer.ca)

Marie-Christine Monchalin

Gestionnaire, Affaires publiques

613-565-2522, poste 4983

[Mariechrsitine.monchalin@cancer.ca](mailto:Mariechrsitine.monchalin@cancer.ca)